
Que se passe-t-il au Brésil ?

Bernard Bret¹

RÉSUMÉ

Plus grave qu'une alternance politique au détriment du Parti des Travailleurs, l'arrivée de Jair Bolsonaro, à la Présidence de la République constitue une menace pour les valeurs démocratiques. Élu assez largement (majoritaire partout, sauf dans la région Nordeste et l'État du Para en Amazonie), mais dans des conditions très contestées, avec l'appui des grands propriétaires fonciers et des églises évangéliques, le candidat d'extrême-droite dénonce les progrès sociaux et se déclare favorable à la manière forte contre les pauvres et contre les minorités ethniques, dont les populations amérindiennes. Ouvertement climatosceptique, il nie les problèmes environnementaux de l'Amazonie et il inquiète les pays étrangers.

Mots-clefs : Bolsonaro, Brésil, corruption, Lula, populisme, PT

1. Contact : bernard.bret12@wanadoo.fr. Bernard Bret, géographe français spécialiste de l'Amérique latine et du Brésil fut professeur à l'Université Lyon III jusqu'en 2010.

L'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro au Brésil a été un choc dans tout le pays, et au-delà. Un choc attendu, mais un choc tout de même car jusqu'à peu de temps avant l'élection présidentielle d'octobre 2018, sa candidature n'était pas vraiment prise au sérieux : 4 % seulement d'intentions de vote en décembre 2015. Alors député fédéral de l'État de Rio de Janeiro, cet ancien militaire exclu de l'armée en 1988 était moins connu pour son travail législatif que pour ses outrances verbales en faveur des positions les plus extrêmes. Les enquêtes d'opinion signalaient une poussée, certes, mais trop faible, pensait-on, pour aboutir à une élection. Au début septembre 2018, soit un mois avant le scrutin, le candidat était crédité de 22 % des intentions de vote... Et puis, la courbe s'est envolée, au point que certains observateurs voyaient Bolsonaro élu dès le premier tour. Si tel ne fut pas le cas, le fait est qu'il a réuni 46,03 % des voix le 7 octobre 2018, très loin devant le candidat du Parti des travailleurs (PT), Fernando Haddad, arrivé deuxième avec 29,28 % des suffrages. Dès lors, les dés étaient jetés : Jair Bolsonaro l'emportait au second tour, le 28 octobre, avec 55,13 % des voix. Il prenait ses fonctions le 1^{er} janvier 2019.

Ainsi entré au Palais du Planalto un homme qui, durant toute sa campagne électorale, a tenu des propos racistes contre les Noirs et les Indiens, qui a insulté les femmes, qui a traité les pauvres de fainéants, qui a dit ouvertement son admiration pour Pinochet et sa nostalgie de la dictature militaire brésilienne des années 1964-1985 (il ne lui reprochait qu'une chose : avoir torturé alors qu'il aurait fallu tuer) et qui a promis à ses opposants soit l'exil, soit la prison ! Qu'un tel résultat inquiète est peu dire. Qu'une majorité de Brésiliens aient confié leur sort et celui de leur pays à pareil individu reste largement une énigme.

Un fait est certain : l'élection de Jair Bolsonaro n'est pas une simple alternance politique comme il est normal qu'il s'en produise à l'issue d'élections dans un pays démocratique. C'est de tout autre chose qu'il s'agit : une menace pour la démocratie elle-même. Outre les graves soupçons qui pèsent sur le processus ayant abouti au vote, il faut considérer la mise en cause des valeurs qui fondent le système démocratique.

Que s'est-il passé ?

Ce qu'il s'est passé a été dénoncé par beaucoup d'observateurs comme un coup d'État institutionnel.

Analyser les faits requiert de les mettre en perspective. Pour cela, il faut remonter à la destitution de la présidente Dilma Rousseff, laquelle avait succédé à Lula et avait été réélue en 2014 pour un second mandat.

C'est alors que la compétition politique a pris une tournure nouvelle, les forces conservatrices entreprenant de rattraper leur défaite électorale par d'autres voies que le respect des échéances électorales. L'opération a comporté deux volets, d'une part empêcher le retour de Lula – sa popularité était alors confirmée par les sondages – et, d'autre part, déstabiliser la présidente en exercice. Deux thèmes se sont vite imposés dans le débat politique : l'insécurité et la corruption. Les observateurs étrangers ont beaucoup insisté sur ce dernier point pour dire son effet dévastateur sur la crédibilité du Parti des Travailleurs (PT), mais sans préciser que c'est Dilma Rousseff elle-même qui a renforcé les moyens de lutte contre ce fléau en donnant au parquet les moyens nécessaires à une action vigoureuse et en faisant interdire en 2015 le financement privé des campagnes électorales. Or, si ce mal endémique touchait tous les partis, ceux de droite étaient aussi corrompus que le PT, sinon davantage : les forces de droite se sentirent alors menacées et entreprirent d'attaquer la présidente, en même temps qu'elles poursuivaient une violente campagne de dénigrement contre le PT. C'est au milieu de 2014 qu'avait commencé l'opération *lava-jato*, c'est-à-dire *lavage express*, quand le juge Sergio Moro avait mis au jour à Curitiba (Parana) une affaire de corruption qui, de fil en aiguille, avait pris une dimension énorme impliquant des entreprises de BTP et du secteur pétrolier et mettant en cause de nombreux partis. Que le PT soit compromis dans ces affaires n'a été nié par quiconque. Mais, ce qui est aussi indéniable, c'est que le juge Sergio Moro a engagé alors les poursuites d'une façon très sélective, accélérant toutes les procédures susceptibles d'impliquer le PT et menant des enquêtes uniquement à charge, cependant que d'autres formations politiques bénéficiaient d'utiles retards dans l'instruction des dossiers les concernant. Dans le même temps, les médias, et en particulier la TV Globo, s'acharnaient contre le PT. De la sorte, dans une large partie de l'opinion publique, une assimilation s'est faite entre le PT et la corruption.

Le terrain était ainsi bien préparé pour que soit lancée l'offensive contre l'ancien président et contre la présidente en exercice. Contre Lula, l'objectif était d'empêcher qu'il puisse être de nouveau candidat. On connaît la suite, à savoir qu'une condamnation à plusieurs années de prison l'a neutralisé politiquement en rendant pour lui une nouvelle candidature impossible. Savoir s'il est ou non coupable – lui-même a toujours clamé son innocence – d'avoir reçu d'une entreprise du BTP un appartement en bord de mer en contrepartie d'attributions préférentielles de marchés publics, ne relève pas de la

présente analyse. Ce que l'on sait, en revanche, c'est que l'acharnement du juge Sergio Moro fait douter de l'impartialité du tribunal. Contre Dilma Rousseff, rien ne permettant de mettre en doute son intégrité, l'opposition a utilisé le prétexte d'une dépense publique inscrite au budget avec un décalage de calendrier permettant une présentation des comptes plus favorable au gouvernement. Or, pour critiquable qu'elle puisse être, cette pratique a toujours existé au Brésil sans jamais entraîner le départ du chef de l'État pour la bonne et simple raison qu'elle n'entre pas dans les motifs de destitution prévus par la Constitution. D'ailleurs, le président intérimaire Michel Temer qui a succédé à Dilma Rousseff (il était jusqu'alors vice-président, élu avec Dilma Rousseff, mais sous l'étiquette du parti conservateur Mouvement démocratique brésilien [MDB]) a lui aussi fait une cavalerie budgétaire quelques semaines après sa prise de fonction. Parler de coup d'État institutionnel paraît donc justifié. La procédure de vote a même donné lieu à des scènes surprenantes. Invités à dire quelques mots d'explication de vote avant de mettre leur bulletin dans l'urne, les députés favorables à la destitution ont dit agir pour le Brésil, pour la famille, contre l'insécurité, pour l'avenir du pays sans pouvoir dépasser ces banales généralités ni mettre en cause directement l'honnêteté de la présidente. Quant au député Jair Bolsonaro, il dédia son vote à la mémoire du colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra, celui-là même qui dirigeait le centre de détention où, à l'époque de la dictature, Dilma Rousseff, alors jeune étudiante, avait été torturée...

Lula et Dilma étant neutralisés, la droite traditionnelle aurait pu espérer reprendre la main après l'intérim de Michel Temer, très vite discrédité par ses implications dans des affaires de corruption. Mais, ni le sénateur du Minas Gerais Aécio Neves, ni Geraldo Alckmin n'ont su s'imposer à l'opinion publique. De son côté, le PT n'a pas réussi à refaire surface. Il avait conservé Lula aussi longtemps que possible comme candidat, peut-être trop longtemps, en conséquence de quoi son candidat, Fernando Haddad, a démarré trop tard sa campagne sans jamais parvenir à gommer l'image de candidat par défaut qui lui a collé à la peau. Jair Bolsonaro s'est alors présenté comme un homme neuf, seul capable de remettre de l'ordre dans le pays. Quoi qu'il en soit, la dynamique en sa faveur s'est emballée. Les milieux économiques, d'abord méfiants, ont été sensibles à ses options néo-libérales. La propagande s'est intensifiée, à coups de *fake news* sur la messagerie WhatsApp. Contre toute vérité, Fernando Haddad fut ainsi accusé d'avoir, quand il était ministre de l'Éducation, diffusé dans les écoles « un kit gay » pour apprendre aux enfants l'art et la manière de devenir homosexuel. Aux thèmes récurrents de l'insécurité et de la corruption, la propagande ajoutait celui de la théorie du genre que la gauche était supposée promouvoir pour détruire la famille. Les Églises évangélistes se sont alors ralliées à Bolsonaro qui se faisait le défenseur des idées les

plus conservatrices en matière sociétale. Ce ralliement a pesé très lourd dans tous les milieux, principalement populaires. On n'était plus dans le débat politique, mais dans l'insulte et les contre-vérités les plus grossières... mais cela a marché !

Enfin, on peut voir dans la tentative d'assassinat contre lui un tournant dans la campagne du candidat. Le 6 septembre 2018, à Juiz de Fora (Minas Gerais) où il tient meeting, Jair Bolsonaro est victime d'un attentat. Grièvement blessé de plusieurs coups de couteau à l'abdomen, il est immobilisé à l'hôpital. Paradoxalement, cette grave épreuve personnelle allait devenir une grande chance politique. Elle faisait de lui une victime et un héros, attirant vers lui la sympathie de nombreux électeurs. Surtout, elle le dispensait d'affronter directement son adversaire sur les questions économiques qu'il dit lui-même ne pas maîtriser. Empêché pour des raisons médicales réelles, il a évité les débats qui auraient révélé au grand jour son incompetence.

Une dernière question se pose : pourquoi, entre les deux tours, n'y a-t-il pas eu une sorte de front républicain pour lui barrer la route ? Certes, la partie était mal engagée avec 16 points d'écart entre les deux finalistes et des réserves limitées de voix, mais elle valait d'être jouée. Toutefois, ni Ciro Gomes, arrivé troisième avec 12 % des voix, ni Geraldo Alckmin arrivé quatrième avec près de 5 %, ni l'ancien président Fernando Henrique Cardoso, ni d'autres (on pense notamment à l'écologiste Marina Silva) n'ont dit mot. Soutenir dans un deuxième temps un candidat que l'on a critiqué dans un premier temps parce que l'autre finaliste constitue un danger eût été dans la logique d'un scrutin à deux tours. Mais le scénario fut différent. Sans doute, Fernando Haddad avait-il un positionnement trop à gauche pour devenir en quelques jours un rassembleur. Sans doute aussi, a-t-il été entraîné dans le discrédit qui pesait sur son parti.

Des causes plus profondes

De semblables péripéties n'ont pas lieu seulement à la suite d'une conjoncture politique particulière. Pour qu'elles surviennent, il faut aussi un terreau qui les rende possibles. Aussi, prendre du recul par rapport à l'actualité et situer le changement politique dans le temps long et dans les structures sociales héritées est de bonne méthode.

Dès 2013, des manifestations à São Paulo et à Rio de Janeiro avaient révélé une certaine lassitude de l'opinion. Il s'agissait initialement de dénoncer les tarifs et la médiocre qualité des transports publics à un moment où des sommes considérables étaient consacrées à la préparation de la Coupe du monde de football (2014) et des Jeux

olympiques (2016). Mais, très vite, les opposants ont vu là une opportunité pour cibler directement le gouvernement et faire du PT le responsable de tous les maux. L'opération de déstabilisation était lancée.

Les classes privilégiées ont critiqué les mesures sociales en faveur des catégories pauvres. Ce ne fut pas immédiat. La *bolsa família*, il faut le rappeler, a sorti de la grande pauvreté environ 40 millions de personnes. Cette allocation versée aux familles les plus misérables a par ailleurs eu des conséquences très positives pour l'alphabétisation et la santé publique car elle est conditionnée à la scolarisation des enfants et à leur vaccination : le type même de mesure intelligente qui ne voit pas la pauvreté comme un phénomène seulement monétaire et qui, parce qu'elle est versée directement aux mères de famille, contribue à la promotion des femmes dans le couple. Une autre mesure-phare, le programme *Minha casa, minha vida*, a fait accéder beaucoup de pauvres à un logement décent. On conçoit que s'y opposer eût été choquant. Il n'empêche, a grandi dans une partie de l'opinion le sentiment diffus que le gouvernement du PT faisait beaucoup pour les classes pauvres... aux dépens de ceux qui, moins pauvres, méritaient par leur travail que l'on s'occupe davantage d'eux. Bien entendu, ce sentiment ne correspondait pas à la réalité mise en évidence par l'émergence d'une classe moyenne plus nombreuse. Mais, autant la redistribution vers les plus pauvres était admise par les classes moyennes et aisées tant qu'elles-mêmes profitaient d'une économie en expansion, autant cette redistribution devint moins tolérée quand le ralentissement de la conjoncture a empêché de servir tout le monde. Ce fut une grande habileté de la part de Lula de servir les pauvres sans s'aliéner tout de suite les riches, mais cet équilibre n'a eu qu'un temps et, sous les mandats de Dilma Rousseff et les restrictions budgétaires, le maintenir était devenu politiquement compliqué.

Les événements ont mis en évidence le retour d'une droite qui, finalement, n'avait jamais reconnu la légitimité du PT au pouvoir. Sous des apparences parfois cordiales, la société brésilienne est depuis toujours d'une grande violence. Il ne faut pas oublier que l'esclavage a été aboli seulement en 1888 et que reste gravée dans bien des têtes l'idée que l'inégalité des personnes est chose naturelle. Ainsi apparaît normal le fait que, dans ce pays supposé exempt de racisme, les Noirs, parce que leurs aïeux étaient esclaves, occupent les situations sociales les plus modestes. Un fait significatif : lorsque, à São Paulo, une loi étendit aux employées de maison (le féminin s'impose car ce sont toujours des femmes, très souvent noires) les droits accordés aux autres travailleurs, une réaction indignée s'empara des beaux quartiers devant ce qui était vécu comme une intrusion du gouvernement dans la vie privée. Est-ce forcer le trait de voir ce

comportement comme un héritage de la société esclavagiste quand, de leur côté, les *empregadas* célébraient cette loi comme une nouvelle Abolition ?

Cet exemple est significatif. Il est corroboré par bien d'autres allant des petits faits de la vie quotidienne aux mesures gouvernementales importantes. Ainsi, a été très critiquée la création des quotas pour l'admission dans les universités publiques. Il est évident qu'un tel système peut nourrir des ressentiments lorsqu'il écarte un candidat parce que son quota est rempli, au profit d'un autre pour lequel des places sont encore disponibles. La logique de la procédure est de tenir compte de l'inégalité des chances en amont des études supérieures et de ne pas viser seulement l'excellence académique, mais aussi la mixité sociale. Le débat autour de cette question difficile n'est pas a priori illégitime car cette façon de lutter contre une injustice généralisée peut engendrer des injustices au niveau des individus. Mais les catégories sociales favorisées formulent le problème d'une manière plus brutale : que viennent faire des pauvres dans les institutions depuis toujours fréquentées par les riches ? Le même sentiment transparaît à propos des espaces publics naguère confisqués par ceux-là seuls qui en avaient les moyens. Ainsi, il est frappant de constater l'essor des transports aériens, lié à la hausse des pouvoirs d'achat combinée avec la baisse des tarifs. Résultat : les avions sont pleins ! Beaucoup de Brésiliens qui prenaient l'autocar pour les longues distances peuvent aujourd'hui faire le trajet en avion à des prix abordables, payés éventuellement à crédit. Conséquence dont se plaignent les élites : bien loin des lieux de distinction propices à l'entre-soi qu'ils étaient naguère, les aéroports ressemblent maintenant aux *rodovias*, ces gares routières où l'on côtoie le commun... Réaction qui fait penser à celles des privilégiés effrayés en 1936 de voir leurs lieux de villégiature envahis par les congés payés !

Ces comportements, où l'on voit le refus de reconnaître l'autre comme un égal, montrent la fragilité de la culture démocratique et donc la porosité de l'opinion face à toute idéologie prônant la hiérarchie des personnes, que cette dernière soit fondée sur la richesse, l'origine, la couleur de peau, le sexe ou la culture. Le sociologue Roberto da Matta a noté l'utilisation de plus en plus fréquente au Brésil de l'expression « savez-vous à qui vous parlez ? » Au fur et à mesure que se réduit la distance physique entre les individus de conditions différentes, il y voit la volonté de signifier à l'interlocuteur que la proximité ne doit pas lui faire oublier la distance sociale qui le sépare de vous et doit lui rappeler que, même dans les espaces ouverts à tous, il lui faut rester à sa place.

Et maintenant ?

Élu par les trois B, la Bible, le bœuf et la balle, c'est-à-dire par les évangélistes, les grands propriétaires éleveurs liés à l'agro-industrie, ainsi que par les tenants de la manière forte partisans des armes, Jair Bolsonaro a eu tôt fait de montrer que ses outrances verbales ne peuvent dissimuler son incompetence et ses contradictions.

La formation du gouvernement a constitué un premier test. Comme si ne suffisait pas au poste de vice-président le général Hamilton Mourão qui avait rappelé durant la campagne que l'armée restait vigilante et disponible au cas où... la nouvelle équipe gouvernementale compte huit militaires et quatorze civils : pas de véritable risque de *Golpe* au sens strict du mot puisque l'armée est déjà dans l'État. En face de ce groupe qui représente le nationalisme, il y a Paulo Guedes à la tête d'un super-ministère de l'Économie. Ce Chicago-boy est l'homme du néo-libéralisme le plus affirmé, ouvert à la mondialisation et très méfiant à l'égard d'une régulation étatique qui se ferait trop pesante. Il est la voix des grandes entreprises. Une autre figure marquante est la ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de l'alimentation : Teresa Cristina, celle-là même qui, à la Chambre des députés, dirigeait l'intergroupe défendant les intérêts des grands propriétaires fonciers et de l'agro-industrie. Autant dire que l'agro-business a de beaux jours devant lui et que les paysans sans terre sont directement menacés, surtout quand on voit Bolsonaro libéraliser le port d'arme à feu... Quant au ministère de la Justice, l'avoir confié au juge Sergio Moro ne peut être vu autrement que comme un remerciement pour service rendu. De plus, le même portefeuille ministériel a dans sa compétence la sécurité publique : réunir sous une seule autorité ce qui relève de la justice et ce qui relève de l'ordre public laisse tout de même songeur. Ernesto Araujo, en charge des relations extérieures, doit, lui, réorienter la politique étrangère et aligner le Brésil sur les positions de Trump, ce qui a déjà provoqué de sérieuses réticences parmi les diplomates de l'Itamaraty. Sans passer en revue toute l'équipe gouvernementale, on s'en voudrait de ne pas mentionner Damara Alves, ministre de la Femme, de la famille et des droits humains, fervente évangélique qui aime bien voir les garçons en bleu et les filles en rose, et qui se prétend inspirée par ce que lui a dit Jésus-Christ en personne lors d'une apparition...

Cela étant, plusieurs des mesures déjà prises ne laissent pas d'inquiéter. En matière d'environnement, le nouveau président considère le réchauffement climatique comme une invention des communistes destinée à nuire au Brésil. Difficile dans ces conditions d'attendre de lui une politique fondée sur autre chose que des fantasmes et des obsessions dépourvues de bases scientifiques. De fait, réduire autant que faire se peut l'Ibama (Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables)

est pour l'instant une priorité de son action dans ce domaine. À un moment où l'environnement s'impose comme un problème mondial, cela ne peut manquer d'isoler le Brésil des nécessaires coopérations internationales. Alors que, depuis la Conférence de Rio de Janeiro de 1992 et compte tenu de la forêt amazonienne, le Brésil occupait une place majeure dans les négociations climatiques, les réserves émises aujourd'hui par Brasilia sur l'Accord de Paris font planer un doute sérieux sur ses intentions. Cette question n'est pas sans rapport, bien entendu, avec la question foncière et le droit des populations indiennes. Là encore, les orientations inquiètent. Une des premières décisions prises par Bolsonaro a été de transférer de la Funai (Fondation nationale de l'Indien) au ministère de l'Agriculture la compétence sur la délimitation des réserves indigènes (cette décision a été cassée le 1^{er} août 2019 par le Tribunal suprême fédéral). Le futur président ayant déclaré au cours de la campagne qu'il ne céderait plus un cm² de terre aux Indiens, on peut craindre pour l'avenir de ces derniers. Quand on se souvient aussi de sa volonté que les Indiens deviennent des Brésiliens comme les autres, c'est-à-dire dans son esprit, qu'ils abandonnent leur identité pour s'assimiler au reste de la population, on mesure les risques qui pèsent sur les groupes minoritaires dont les droits sont pourtant reconnus par la Constitution.

Finalement, malgré toute l'inquiétude que provoquent les déclarations du nouveau pouvoir en matière sociale (que deviendra par exemple la *bolsa familia* accusée d'avoir créé des millions de fainéants ?), le plus préoccupant concerne peut-être les menaces qui pèsent sur la liberté de penser. Le problème posé est celui de l'encadrement des idées. Au niveau scolaire, fondamental pour la suite, le gouvernement brésilien a fait siennes les idées du mouvement Escola Sem Partido (école non partisane) supposé protéger les enfants de l'endoctrinement dont ils seraient aujourd'hui victimes de la part de maîtres communistes. Cette obsession de voir partout l'emprise du marxisme à un moment où cette idéologie a perdu la place hégémonique qu'elle a occupé un temps révèle une grande ignorance. Elle montre une incapacité à penser autrement que par slogans, voire une stratégie destinée à discréditer l'adversaire. Et, quand sont tenues pour d'inspiration marxiste les valeurs démocratiques, il y a matière à s'inquiéter. De façon à consolider dans la durée sa victoire électorale, le nouveau pouvoir appliquerait-il, sans le savoir, le principe énoncé par Gramsci : d'abord s'imposer sur le registre des idées pour, ensuite, gagner sur le terrain politique. Dès juin 2019, les universités publiques ont vu leurs budgets gravement amputés, en particulier dans les disciplines considérées comme des *bavardages* : la philosophie et la sociologie.

Cette orientation politique pourra-t-elle s'imposer sans heurt ou, au contraire, faut-il s'attendre à un regain d'opposition ? Il est trop tôt pour le dire. L'heure est plutôt à un examen du rapport des forces en présence. Or, celui-ci évolue. Si lors de la prise de fonction de Bolsonaro, une forte proportion de l'opinion se disait satisfaite du changement, la cote du président a chuté très vite ensuite. Par ailleurs, quand, confirmant les soupçons, des révélations ont établi que Sergio Moro a commis des irrégularités de procédure contre Lula et a instrumentalisé la justice à des fins politiques, un coup sérieux a été porté contre le gouvernement et, à travers lui, contre le chef de l'État.

Jusqu'où ira cette défiance envers le Pouvoir. Impossible de le dire dans un pays sorti profondément divisé de la confrontation électorale. Il est divisé politiquement, sociologiquement et géographiquement. Au second tour de la présidentielle, le résultat fut à 55 % contre 45 %. Mais, à l'échelle des États fédérés, l'important à noter est une coupure du pays en deux. Bolsonaro a été majoritaire dans le Sudeste, le Sud, le Centre-Ouest et une partie de l'Amazonie, c'est-à-dire, si l'on considère les gros effectifs d'électeurs, par le Brésil riche. Il a obtenu 68 % des voix dans les États de São Paulo, de Rio de Janeiro et du Parana, et même 76 % dans celui de Santa Catarina. En revanche, le Nordeste reste un bastion d'opposition de gauche : tous les États nordestins, plus l'État du Para en Amazonie, ont donné la majorité au PT. Le score de Fernando Haddad atteint même 66 % dans le Pernambouc, 71 % dans le Ceara, 72 % à Bahia, 74 % dans le Maranhão et 77 % dans le Piauí. Les électeurs de la région la plus pauvre ne se sont pas trompés. C'est là que Lula a gardé ses soutiens les plus forts parce que c'est là que sa politique sociale a eu le plus d'effets. Est-ce là qu'il faut attendre le nécessaire sursaut ? Il serait imprudent d'aller trop vite en besogne car les pourcentages ne doivent pas faire oublier les valeurs absolues. Dans l'État de São Paulo, où Fernando Haddad n'a obtenu que 32 % des voix, ses électeurs sont 7,2 millions, plus nombreux que les 5,5 millions de Bahianais qui ont, eux aussi, voté pour lui. La coupure géographique des votes pose le problème de la cohésion territoriale du pays, mais c'est probablement dans le Brésil du Sudeste et du Sud que se jouera l'avenir politique du pays. Toujours est-il que, défait à la présidentielle, le PT a obtenu des résultats en recul et pourtant encourageants aux législatives qui ont eu lieu à la même date. Avec 54 sièges à la Chambre des députés sur 513, il reste le premier parti, devant celui du président (le PSL, Parti social libéral qui a 52 sièges).

Conclusion

Le poids du Brésil en Amérique latine et parmi les pays dits émergents confère à ce qui s'y passe un relief particulier. Or, non seulement le Trump tropical se rapproche du vrai Trump, mais il se sent des affinités avec les forces réactionnaires (il s'agit davantage de réaction que de conservatisme) au pouvoir en Italie, en Hongrie et en Pologne, ou en essor dans d'autres pays européens. C'est une poussée du populisme, du nationalisme, de la xénophobie, du racisme, de l'anti-intellectualisme. À ce phénomène mondial, il faut opposer une résistance qui dépasse le cas brésilien et qui soit pensée à l'échelle internationale.

Pour citer cet article : Bernard BRET, « Que se passe-t-il au Brésil ? », [“What is Happening in Brazil?”], *Justice spatiale/Spatial Justice*, 13, octobre 2019 (<http://www.jssj.org>).

Bibliographie

CHIRIO Maud, « L'ascension de l'extrême-droite au Brésil », in *La Vie des idées*, 8 janvier 2019 (<https://laviedesidees.fr/L-ascension-de-l-extreme-droite-au-Bresil.html>).

COMPAGNON Olivier, **FLÉCHET** Anaïs, « Brésil : la vague réactionnaire. Entretien avec João Sette Whitaker Ferreira », in *La Vie des idées*, 18 janvier 2019 (<https://laviedesidees.fr/Bresil-la-vague-reactionnaire.html>).